

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2013)
Heft: 2016a: Numéro spécial anniversaire : l'avenir depuis 50 ans avec DP

Artikel: Un paysage éducatif transformé et de nouveaux problèmes. Partie VI,
École et formation
Autor: Gavillet, Françoise
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014207>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

signification économique et surtout sociale. Or les budgets des ménages, la diversification des services commercialisés, les langages de la publicité, la mondialisation des marques, les nouveaux moyens de paiement électroniques et d'achat en ligne n'ont rien de futile, mais renvoient à la

société qui se fait spontanément inégalitaire et axée sur les valeurs matérielles.

S'impose une réaction politique, publique et civique, collective et individuelle. La loi fixe les règles et corrige les abus qu'elle ne sait pas

prévenir. Le «consommateur total» se préoccupe du sens et des effets de ses choix et comportements. Et le distributeur responsable utilise sa force pour améliorer la qualité de ses rapports à ses fournisseurs et clients et, bien entendu, celle de ses produits et services.

Un paysage éducatif transformé et de nouveaux problèmes

VI. Ecole et formation

Françoise Gavillet - 09 November 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24660>

L'école et la formation sont rarement absentes de la scène publique et médiatique. Cette visibilité était encore plus évidente dans les années d'immédiate après-guerre - rien de surprenant donc à ce que ces thèmes soient fortement présents dès l'origine dans les colonnes de *Domaine Public*.

La naissance de DP coïncide en effet avec le développement exponentiel des besoins de formation en Suisse. Au lendemain de la guerre, il a fallu répondre, dans un laps de temps court, aux exigences d'une croissance économique en forte expansion.

Urgences de formation

Le *baby-boom* des années 50 s'est rapidement traduit par une explosion des effectifs d'élèves dans la scolarité obligatoire, et en particulier dans la scolarité secondaire -

dont l'arrivée générale des filles à ce niveau de formation. Un seul chiffre à titre d'illustration: ces effectifs ont augmenté de 50% dans le canton de Vaud entre 1950 et 1978. Dès lors, comme le pays manque de cadres et de personnels bien formés dans tous les domaines, les attentes sont très grandes face à l'enseignement secondaire et à l'Université.

Plus précisément, dans les années 60 et au début des années 70, aux premiers temps de la publication (alors bimensuelle) de DP, les articles consacrés aux questions de formation sont fréquents dans les colonnes du journal. L'approche est tantôt sociologique, tantôt pédagogique, ou plus directement politique. Il s'agit toujours de promouvoir les nécessaires investissements financiers et humains en matière de formation, mais

aussi de mettre le doigt sur les incohérences, les freins, les inégalités dans ce domaine.

Des thématiques prioritaires

La ségrégation scolaire, à dimension sociale, est clairement dénoncée. A travers une sélection précoce, rigide et mal pensée, elle se traduit par un gaspillage inaccceptable de talents. Mise en accusation, entre autres, la courbe de Gauss et son dogme des trois tiers d'élèves bons, moyens et faibles qui seraient présents dans chaque groupe scolaire, aussi réduit soit-il. Dans le deuxième numéro déjà, un article au titre explicite, *Echec aux échecs. Sélection scolaire et gaspillage des ressources intellectuelles du pays*.

Parallèlement, sont présentés des systèmes scolaires refusant la sélection jusqu'au terme de la scolarité obligatoire, ceux du

nord de l'Europe et de la Suède plus particulièrement, dont on relève que le taux des étudiants universitaires, 25%, dépasse largement celui de la Suisse.

Plusieurs articles, dans une approche sociologique, mettent en évidence les inégalités sociales reproduites par l'école, à travers les taux très bas d'«enfants d'ouvriers» à l'Université (4% environ) et la présence forte des «héritiers». La faible présence des filles et jeunes femmes aux niveaux secondaire et tertiaire est aussi dénoncée, chiffres à l'appui. Au milieu des années 60, elles ne constituent en effet que le 18% des effectifs universitaires face au 82% des cohortes masculines.

Plus tard, c'est l'exigence d'accès des enfants handicapés à l'éducation qui sera mise en avant. Dans le canton de Vaud, il faudra attendre 1977 pour que soit votée une première loi sur l'enseignement spécialisé, qui consacre le principe du droit à l'instruction pour tous les enfants atteints d'un handicap.

Les questions pédagogiques sont bien présentes aussi. DP réaffirme avec insistance au cours des années 60 la nécessité de développer la recherche pédagogique, de créer des centres de recherche, de les doter de moyens suffisants, et de promouvoir la mise en œuvre de projets de «pédagogie expérimentale». DP relaie par exemple l'appel de professeurs d'Université suisses dénonçant les méfaits de l'encyclopedisme et

demandant que les enseignants universitaires reçoivent une formation pédagogique. Le journal présente aussi la création à Genève d'un cycle d'orientation de trois ans pour tous les élèves.

Les besoins de la formation universitaire

Mais c'est probablement l'indispensable développement de l'Université – et plus précisément la nécessité de lui consacrer les financements nécessaires – qui constitue le *leitmotiv* prioritaire dans les premières années du journal. Ce thème illustre à l'évidence pour les auteurs des articles à la fois le gaspillage des talents et les injustices de la sélection. Une présentation des conclusions du Rapport Labhardt (1964) souligne le retard de la Suisse en matière de formation universitaire – alors même que des efforts importants sont entrepris, la part des recettes fiscales consacrée à l'enseignement supérieur a diminué entre 1958 et 1962.

Par ricochet, il s'agit évidemment d'assurer dans le même mouvement le développement de l'enseignement secondaire (scolarité obligatoire et postobligatoire) afin d'éviter un «goulet d'étranglement» à ce niveau-là. Les chiffres montrent d'ailleurs clairement que la Suisse est à la traîne en Europe quant au pourcentage de diplômés universitaires. Au milieu des années 60, seuls 4% d'une classe d'âge obtiennent un titre universitaire dans notre

pays.

Dans le domaine de la formation aussi, la fibre fédéraliste de DP se traduit par une forte sensibilité aux tensions liées à la répartition des pouvoirs entre Confédération et cantons. Un exemple frappant est celui de l'élaboration d'un règlement suisse de maturité, adopté par le Conseil fédéral. Inacceptable selon DP, car soumettant arbitrairement les études gymnasiales au *diktat* des exigences des seules études de médecine, et dépouillant par là même les cantons de leur autonomie en la matière.

Premières désillusions

Dès la fin des années 70, une évolution des problématiques de la formation devient sensible. Des désillusions apparaissent, une prise de conscience progressive du maintien des inégalités sociales à l'école, des attentes déçues face à la recherche pédagogique, des regrets face au manque d'ambition des réformes en Suisse, et au retard persistant de notre pays en ce domaine.

Du coup, la tonalité des articles consacrés à l'école et à la formation évolue. Ces articles deviendront nettement plus rares dans les décennies suivantes.

Mutations lourdes

Il ne fait aucun doute, rétrospectivement, que le paysage de la formation a été modifié en profondeur au cours

des trente dernières années.

Il y a bien eu explosion des effectifs d'étudiants à tous les niveaux de formation, même si cette massification ne s'est que partiellement traduite en démocratisation. Le taux suisse d'obtention d'un diplôme universitaire (Hautes écoles) a augmenté mais demeure aujourd'hui encore inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Il lui est en revanche légèrement supérieur s'agissant des diplômes de HES (cf. OCDE, [*Regards sur l'éducation 2013*](#)).

Et d'ailleurs, en matière de formation professionnelle, l'événement majeur a précisément été la création, à la fin des années 90, de ces Hautes écoles spécialisées, et dans la foulée celle des Hautes écoles pédagogiques, instaurant des formations tertiaires dans tous les domaines professionnels.

De même, des accords importants, quoique très discutés, ont été réalisés en matière d'harmonisation, notamment les accords de Bologne au niveau européen (1999), ou plus récemment *Harmos* à l'échelle suisse.

Et aujourd'hui, quelles priorités?

En revanche, des problèmes nouveaux sont aussi apparus, auxquels l'école, et au-delà la société tout entière, sont aujourd'hui confrontées. Nous n'en mentionnerons ici que deux, particulièrement lourds de par les conséquences humaines et sociales qu'ils engendrent.

Il s'agit tout d'abord, apparues depuis près de trente ans, des nouvelles migrations liées aux conflits armés ou à la misère. La prise en charge par l'école de ces élèves allophones exige

des réponses spécifiques et a conduit à la création de structures particulières (classes d'accueil, soutien individualisé, etc.).

Par ailleurs, on constate depuis plusieurs années en Suisse qu'une proportion de 10 à 15% de jeunes arrivent au terme de la scolarité obligatoire sans perspective de formation et sans avoir acquis un niveau suffisant de compréhension et d'analyse des textes écrits leur permettant de développer leur autonomie et de s'insérer dans la société (voir le rapport 2010 [*L'Education en Suisse*](#) du Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation). Une société avancée ne peut pas tolérer une telle situation. Aujourd'hui, ce ne sont plus d'abord les élites qu'il faut développer, c'est clairement le soutien aux premières années de la scolarité qui devient prioritaire.

«Domaine Public», la gauche et la science

VII. Recherche scientifique

Gérard Escher - 04 November 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24619>

Le premier numéro de *Domaine Public* consacrait déjà un titre à la «*recherche scientifique*» en pédagogie. Cinquante ans donc que DP porte un soutien critique à la science, source de possibles, capable de débloquer des débats politiques, mais aussi une critique de ses dérives et

de sa contribution à la croissance à tout prix. Petit échantillon de prises de position de DP - les dix premières années, environ 200 numéros, en gros jusqu'à la crise pétrolière de 1972 - toujours pertinentes.

[*Pédagogie: bricolage ou*](#)

[*recherche scientifique?*](#), titre le n° 1 de DP. La recherche en pédagogie est une obsession des débuts. Dans le n° 18 (1964), [*Pour une pédagogie expérimentale*](#) avoue que c'est un «*cheval de bataille*» du périodique. Une enquête du n° 42 (1965) place les «*investissements dans la*